Immigration—Loi

Voilà donc la difficulté, monsieur l'Orateur. Nous ignorons la nature des amendements; nous les voyons tous groupés dans le *Feuilleton* de ce matin. C'est uniquement parce que nous disposons de deux ou trois collaborateurs de plus, ce dont nous sommes quelque peu reconnaissants au gouvernement, que nous avons pu les mettre au travail et leur demander de découvrir ce que faisaient le NPD et le Crédit social. Nous avions une petite idée de ce que le gouvernement faisait, Dieu merci, sinon nous aurions été dans de beaux draps ce matin. Je tiens à consigner l'affaire du compte rendu, car je l'estime très importante. Je me mets à votre place, monsieur l'Orateur, et je comprends que vous soyez fort embarrassé, car nous voilà saisis de 33 amendements.

M. MacFarlane: Il n'a pas du tout l'air embarrassé.

M. Alexander: Comme je le disais, monsieur l'Orateur, vous êtes embarrassé. Ne tenez pas compte de ce que les imbéciles d'en face peuvent dire; ils n'ont pas la moindre idée de la nature de ce bill. Ils se contentent de dire un mot de temps à autre, car c'est presque le temps de rentrer chez eux pour le congé d'été et de commencer à soigner leurs électeurs. Je le répète, la Chambre est saisie, sauf erreur, de 33 amendements présentés par tous les partis, y compris six ou sept recommandations formulées en conformité de l'article 75(6) du Règlement, le gouvernement étant désireux de dépenser de l'argent. Cela dit, j'ajouterai que mon amendement, le n° 1, est fort simple.

M. MacFarlane: C'est vous maintenant qui êtes embarrassé.

M. Alexander: Je vais en donner lecture, afin que mon honorable ami, le député de Hamilton Mountain (M. MacFarlane), whip du gouvernement et député temporaire, puisse comprendre ce qui se passe. Mon amendement est conforme à la nouvelle loi de l'impôt qui définit les attributions du ministre, attributions qui englobent toutes les questions relevant de la compétence du Parlement du Canada, que des lois n'ont pas assignées à un autre ministère, direction, ou organisme du gouvernement du Canada, et concernant l'expansion et l'utilisation des ressources du marché du travail au Canada, les services de placement, l'assurance-chômage, et l'immigration.

A l'article 109 de la nouvelle loi de l'immigration, c'est-à-dire du bill C-24, le ministre prévoit une nouvelle procédure où il se dit disposé à consulter les provinces en matières d'immigration. J'ai interrogé le ministre et écrit à tous les ministres provinciaux du travail concernés, pour tâcher de rendre la mesure plus crédible en ce qui concerne les intentions du gouvernement en matière d'assurance-chômage et de main-d'œuvre. L'amendement que je propose ajouterait deux paragraphes, dont voici le premier:

«(3) Le Ministre doit consulter les provinces au sujet des mesures à prendre pour faciliter la formulation, la coordination et l'application des politiques et programmes d'assurance-chômage et de main-d'œuvre.

Et voici le second:

«(4) Le Ministre peut, avec l'approbation du gouvernement en conseil, conclure avec toute province ou tout groupe de provinces un accord visant à faciliter la formulation, la coordination et l'application des politiques et programmes d'assurance-chômage et de main-d'œuvre.»

Si le ministre avait un peu de courage, il conviendrait que le député de Hamilton-Ouest a raison. Je veux que l'on comprenne bien que notre parti n'acceptera pas une attitude qui pourrait entraîner une confrontation avec les provinces. Nous

[M. Alexander.]

voulons une politique de consultation et de coopération; c'est ce qui importe le plus. Le ministre a affirmé devant le comité que le gouvernement suivait actuellement une telle politique. Je tiens à lui faire remarquer que les lettres et les réponses que nous avons reçues indiquent que l'attitude adoptée par le gouvernement fédéral à l'égard des provinces laisse encore à désirer. La consultation est limitée si elle existe, tout comme la coopération. Voilà pourquoi nous sommes aux prises avec un si grave problème d'unité nationale actuellement. On n'a eu aucune preuve concrète de consultation ou de coopération significatives avec les provinces. Et par suite de l'étroitesse d'esprit affichée par le gouvernement, une province a maintenant à sa tête un gouvernement séparatiste.

Votre Honneur pense peut-être que l'amendement dépasse le cadre du projet de loi, mais si Votre Honneur lit le bill en entier, ce qu'il a sûrement fait, il constatera que des consultations avec les provinces sont sous-entendues. Le ministre a même fait preuve de souplesse à propos des prestations d'assurance-chômage parce que les disparités qui existent entre les diverses régions du pays nous inquiétaient. Mais nous en avons par-dessus la tête de l'attitude du gouvernement, attitude qui mène à la confrontation plutôt qu'à la consultation et à la collaboration.

Le ministre nous dira peut-être qu'il y a déjà eu consultation, mais, monsieur l'Orateur, ses consultations vont un peu comme ceci: Voici trois options: une, deux et trois. Nous allons appuyer la première option; qu'en pensez-vous? Ce n'est ni de la consultation ni de la coopération; j'appelle cela du chantage. Le gouvernement dit donc aux provinces ce qu'il va faire, que des trois options c'est la première qui est la plus pratique, viable et acceptable, mais que, compte tenu du fait que les provinces font partie de notre grande confédération, on leur donne de temps à autre l'occasion de bavarder un peu avec le gouvernement. Il n'a jamais permis aux provinces de participer aux consultations.

● (1120)

En bref, je ne fais que proposer une disposition explicite donnant au ministre le pouvoir de faire ce qu'il fait déjà. L'amendement ne supprimera rien. Il stipule qu'il doit y avoir consultation. On rétorquera peut-être que les consultations ne signifient pas grand-chose. Mais c'est au moins un pas dans la bonne direction. Des consultations sont actuellement en cours. En outre, on conclut des ententes avec les provinces au sujet de l'assurance-chômage et de la main-d'œuvre.

Laissez-moi vous expliquer pourquoi j'ai proposé cet amendement. Aux termes de l'article 41, le gouvernement présente trois méthodes différentes concernant l'utilisation efficace de la caisse d'assurance-chômage, la formation professionnelle, la création d'emplois et le travail partagé. Les provinces craignent que le gouvernement n'applique ses solutions spéciales au problème du chômage sans les consulter à fond au préalable. J'exprime cette crainte dans mon amendement. J'exprime le fait que les provinces sont parties intégrantes d'un tout. J'exprime les craintes découlant du fait, comme j'en ai entendu parlé pendant mon court mandat ici, que les provinces sont l'outil du gouvernement en ce qui a trait au fédéralisme. Je tiens à régler ce problème. Cet amendement ne comporte aucune dépense ni aucun élément nouveau.